

# CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 32

## ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

57<sup>a</sup> Sessione plenaria  
(Parigi, 1-3 dicembre 2009)

Raccomandazione n. 842 <sup>(1)</sup>

Verso una nuova architettura di sicurezza per l'Europa ?  
— replica alla relazione annuale del Consiglio <sup>(2)</sup>

Trasmessa il 12 gennaio 2010

L'ASSEMBLÉE,

(i) *Se félicitant* de l'initiative prise par le Président de la Fédération de Russie, Dmitri Medvedev, de réexaminer l'architecture actuelle de la sécurité européenne en vue de contribuer à la mise en place progressive d'un espace de sécurité euro-atlantique entier et libre, garantissant une sécurité commune et indivisible;

<sup>(1)</sup> Adoptée par l'Assemblée le 1er décembre 2009, au cours de sa 1ère séance plénière.

<sup>(2)</sup> Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par M. Arcadio Díaz Tejera (Espagne, Groupe socialiste) et M. Gerd Höfer (Allemagne, Groupe socialiste), Document 2053.

(ii) *Convaincue* que la reconnaissance par la Russie des deux régions séparatistes de Géorgie, le dispositif militaire qu'elle y a mis en place, son occupation prolongée du territoire géorgien et les controverses qu'elle continue de soulever quant à la manière dont elle applique les engagements internationaux souscrits en août 2008 conduisent à s'interroger sur les principes mêmes que le Président Medvedev a définis comme faisant partie intégrante de la nouvelle architecture de sécurité qu'il entend donner à l'Europe;

(iii) *Convaincue* qu'un système de sécurité commun, offrant une sécurité

égale pour tous les pays intéressés, ne peut fonctionner que si tous les partenaires partagent les mêmes valeurs;

(iv) *Consciente* que la Russie voudrait fonder la nouvelle architecture de sécurité euro-atlantique sur un traité juridiquement contraignant, qui serait signé non seulement par tous les Etats participants de l'OSCE, mais aussi par les organisations de sécurité opérant dans la zone euro-atlantique, notamment l'OTAN, l'OTSC et l'OSCE elle-même, et prenant acte du projet de Traité pour la sécurité européenne rendu public par la Russie le 29 novembre 2009;

(v) *Constatant* que dans leur grande majorité, les Etats participants de l'OSCE répugnent à envisager la création de nouvelles institutions ou la signature d'un nouveau traité sur la sécurité européenne, mais s'accordent à reconnaître la nécessité d'améliorer le fonctionnement des structures existantes;

(vi) *Persuadée* qu'une architecture de sécurité euro-atlantique devra, pour connaître le succès, mieux intégrer la Russie, qui ne fait pas partie des deux institutions les plus actives, l'OTAN et l'Union européenne;

(vii) *Soulignant* qu'il y a d'autres pays dans la zone de l'OSCE, notamment en Asie centrale, qui ne font partie ni de l'UE ni de l'OTAN, mais qui souhaitent améliorer leur dialogue sécuritaire avec ces deux institutions;

(viii) *Consciente* que la question des relations futures avec la Russie suscite des divisions au sein de l'UE et de l'OTAN et que certains Etats membres craignent toujours que la Russie puisse accroître son influence sur l'UE et l'OTAN;

(ix) *Prenant acte* des nombreux griefs exprimés par la Russie à propos du fonctionnement de l'OSCE, notamment en ce qui concerne l'équilibre entre ses trois dimensions;

(x) *Considérant* les possibilités de coopération que le Conseil OTAN-Russie

(NRC) peut offrir entre les Etats membres de l'OTAN et la Russie mais *notant* également l'irritation exprimée par la Russie à l'égard du NRC et *consciente* que ce dernier doit encore prouver qu'il peut servir durablement de plateforme pour l'instauration de la confiance et la prévention des conflits;

(xi) *Considérant* que l'Union européenne et la Russie ont développé une coopération intensive sur un large éventail de questions, fondée sur des relations commerciales d'une importance croissante, notamment dans le domaine de l'énergie, tout en *soulignant* que leur coopération reste très insuffisante dans le domaine de la sécurité et de la gestion des crises;

(xii) *Considérant* que la proposition du Président Medvedev de réformer le système de sécurité euro-atlantique existant doit être mise en perspective avec ses efforts pour réformer et moderniser son pays;

(xiii) *Estimant* que la réforme interne contribuera à crédibiliser le discours de la Russie qui revendique son appartenance à la grande famille euro-atlantique des démocraties, parties prenantes à une gouvernance active des défis sécuritaires communs auxquels elles doivent faire face;

(xiv) *Estimant* que la Russie doit réexaminer ses relations avec ses voisins, marquées par l'absence de confiance et la suspicion, caractérisées par le désir de rétablir son influence d'antan, assombries par son implication souvent peu constructive dans les conflits dits « gelés », et notamment par la manière dont elle conduit sa politique énergétique;

(xv) *Se félicitant* du lancement, au sein de l'OSCE, du processus de Corfou qui instaure un dialogue structuré visant à rétablir la confiance entre les Etats membres, à améliorer le fonctionnement des mécanismes actuels de l'Organisation et à permettre une meilleure application des engagements existants;

(xvi) *Encourageant* les Etats participants de l'OSCE à se servir également du processus de Corfou pour explorer les domaines dans lesquels une adaptation et une réforme des mécanismes et des engagements existants s'avèrent nécessaires, pour proposer de nouvelles formes de prévention et de gestion des conflits et pour identifier et traiter les menaces nouvelles et émergentes à la sécurité euroatlantique;

(xvii) *Soulignant* l'importance, pour les autres organisations concernées par la sécurité euroatlantique, en particulier l'UE et l'OTAN, de conduire une politique qui n'aille pas à l'encontre des objectifs principaux de l'OSCE, ni ne donne l'impression de les contredire;

(xviii) *Estimant* utile que l'Union européenne et l'OTAN entament un dialogue avec la Communauté des Etats indépendants (CEI) et l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC),

**RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE, A**

1. Apporter une réponse plus positive à l'initiative prise par le Président russe en vue de réexaminer l'architecture de sécurité existante et inviter la Russie à présenter également ses propositions à l'UE et à l'OTAN de manière à trouver de nouvelles formes de coopération qui intègrent mieux la Russie dans le dialogue sécuritaire au sein de l'UE et de l'OTAN;

2. Utiliser le processus de Corfou non seulement pour dénoncer:

- les incohérences,
- les déficiences,
- l'application sélective et
- l'interprétation subjective

des engagements et des mécanismes existants, mais aussi pour explorer les domaines dans lesquels une adaptation et

une réforme des réponses fournies par l'OSCE s'avèrent nécessaires, tels que:

- le terrorisme,
- le fondamentalisme,
- les conflits aux frontières de la zone de l'OSCE;
- la criminalité organisée,
- l'immigration clandestine,
- les trafics d'êtres humains,
- le trafic de drogue,
- l'approvisionnement en énergie,
- la cybercriminalité et
- le changement climatique;

3. Donner la priorité à la recherche de solutions aux conflits « gelés »;

4. Elaborer un nouveau système de maîtrise des armements pour l'Europe en tenant compte des changements intervenus depuis l'adaptation du Traité FCE adapté en 1999 et des engagements d'Istanbul;

5. Approfondir la coopération pratique avec la Russie et l'Afghanistan, notamment en ce qui concerne la formation et l'équipement des forces de police et le transit de matériels civils et militaires, et explorer la possibilité d'associer la CEI et l'OTSC à cette coopération;

6. Elaborer un nouveau concept de coopération avec la Russie pour les opérations civiles et militaires de gestion de crise menées dans le cadre de la PESD;

7. Entreprendre une analyse commune entre l'UE et la Russie des menaces émergentes et nouvelles à la sécurité euroatlantique;

8. Encourager l'OTAN à inviter la Russie à contribuer, de par ses points de vue, au nouveau concept stratégique de l'Alliance;

9. Inviter la CEI et l'OTSC à présenter des propositions de coopération avec l'UE et encourager l'OTAN à faire de même;

10. Soutenir le dialogue interparlementaire sur l'architecture de sécurité euro-atlantique;

11. Multiplier leurs efforts pour informer l'opinion publique sur les enjeux de sécurité dans la zone euro-atlantique, de manière à rallier l'adhésion d'un plus large public aux missions de gestion des crises.

**N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 842 <sup>(1)</sup>Verso una nuova architettura di sicurezza per l'Europa?  
— replica alla relazione annuale del Consiglio <sup>(2)</sup>

L'ASSEMBLEA,

(i) accogliendo con favore l'iniziativa del presidente della Federazione Russa, Dmitry Medvedev, di rivedere l'attuale architettura di sicurezza europea, così da contribuire a dar vita, gradualmente, a uno spazio di sicurezza euroatlantico, ampio e libero, in grado di garantire una sicurezza comune e indivisibile per tutti;

(ii) convinta che il riconoscimento da parte della Russia delle due regioni separatiste della Georgia, il suo insediamento militare sul posto, la sua continuata occupazione del territorio georgiano e il protrarsi delle controversie circa il rispetto degli impegni internazionali assunti ad agosto dello scorso anno, sollevano dubbi sui principi stessi che il Presidente Medvedev ha indicato quale parte integrante del nuovo genere di architettura di sicurezza che egli stesso desidera per l'Europa;

(iii) convinta che un sistema di sicurezza comune, nel quale tutti i paesi godano di pari condizioni di sicurezza possa funzionare soltanto se tutti i partner condividono valori comuni;

(iv) consapevole che la Russia desidera fondare la nuova architettura di sicurezza euroatlantica su un trattato giuridicamente vincolante, siglato non soltanto da tutti gli Stati partecipanti dell'OSCE, ma anche dalle organizzazioni per la sicurezza già attive nell'area euroatlantica, compresa la NATO, l'Organizzazione del Trattato di sicurezza Collettiva (OTCS) e l'OSCE stessa, e prendendo atto del progetto russo di Trattato Europeo per la Sicurezza pubblicato il 29 Novembre del 2009;

(v) rilevando che la grande maggioranza degli Stati partecipanti dell'OSCE si è mostrata riluttante a considerare la possibilità di creare nuove istituzioni per la sicurezza europea, o un nuovo trattato sulla sicurezza europea, concordando tuttavia sulla necessità di migliorare il funzionamento delle strutture esistenti;

(vi) convinta che, per avere successo, qualsiasi architettura di sicurezza euroatlantica necessiti di una migliore integrazione della Russia, che non è membro delle due organizzazioni più attive, la NATO e l'Unione Europea;

(vii) sottolineando che vi sono altri paesi nell'area OSCE, in particolare in Asia centrale, che non appartengono né all'UE né alla NATO, ma che desiderano intensificare il proprio dialogo sulla sicurezza con queste ultime;

<sup>(1)</sup> Adottata dall'Assemblea il 1° dicembre 2009, nella prima seduta.

<sup>(2)</sup> Motivazione: si veda la relazione presentata a nome della Commissione Politica dall'on. Arcadio Diaz Tejera (Spagna, Gruppo Socialista), e dall'on. Gerd Höfer (Germania, Gruppo Socialista), Relatori, Documento 2053.

(viii) consapevole della divisione esistente nell'UE e nella NATO circa le future relazioni con la Russia e le continue preoccupazioni avvertite da alcuni Stati membri sulla possibilità che la Russia eserciti un'influenza maggiore sull'UE e sulla NATO;

(ix) rilevando le numerose lamentele sollevate dalla Russia in relazione al funzionamento dell'OSCE, con particolare riferimento all'equilibrio delle sue tre dimensioni;

(x) considerando le opportunità che il Consiglio NATO-Russia (NRC) può offrire per la cooperazione tra gli Stati membri della NATO e la RUSSIA, ma sottolineando altresì l'insoddisfazione espressa dalla Russia sull'NRC e *consapevole* che l'NRC deve ancora dimostrare la sua capacità di fungere da piattaforma permanente per la creazione di fiducia e per la prevenzione dei conflitti;

(xi) considerando che esiste un'intensa cooperazione tra l'Unione Europea e la Russia su un'ampia gamma di questioni, fondata sul sempre maggiore valore delle relazioni commerciali, comprese quelle nel settore dell'energia, ma sottolineando che la cooperazione nell'ambito della sicurezza e della gestione delle crisi è ancora troppo scarsa;

(xii) considerando che la proposta del Presidente Medvedev in merito a una riforma dell'attuale sistema euroatlantico di sicurezza deve essere valutata in relazione al suo impegno a riformare e modernizzare il paese;

(xiii) ritenendo che una riforma interna conferirà credibilità alla richiesta della Russia di entrare a far parte della più grande famiglia euroatlantica della democrazie, essendo interessata a una *governance* attiva delle comuni sfide per la sicurezza che esse si trovano ad affrontare;

(xiv) convinta che la Russia dovrebbe esaminare lo stato dei suoi rapporti con i vicini, caratterizzati dalla mancanza di fiducia e dal sospetto, dal desiderio di

ricreare la passata autorevolezza del paese e adombrati sia dal suo spesso non costruttivo coinvolgimento in quelli che si definiscono conflitti « congelati » e, in particolare, dal modo in cui il paese conduce la sua politica energetica;

(xv) accogliendo con favore l'avvio del Processo di Corfù all'interno dell'OSCE, che ha instaurato un dialogo strutturato volto a ricostituire la fiducia tra gli Stati membri, a migliorare il funzionamento degli attuali meccanismi dell'OSCE e ad ottenere una migliore attuazione degli impegni assunti;

(xvi) incoraggiando anche gli Stati partecipanti dell'OSCE ad utilizzare il Processo di Corfù per individuare aree nelle quali sia necessario adattare e ristrutturare i meccanismi e gli impegni esistenti, per elaborare proposte relative a nuove forme di prevenzione e gestione dei conflitti, nonché identificare ed affrontare le nuove ed emergenti minacce per la sicurezza euroatlantica;

(xvii) sottolineando l'importanza per le altre organizzazioni che partecipano alla sicurezza euroatlantica, con particolare riferimento all'UE e alla NATO, di condurre una politica che non contrasti o dia l'impressione di essere in contraddizione con i principali obiettivi dell'OSCE;

(xviii) ritenendo utile che l'Unione Europea e la NATO si impegnino in un dialogo con la Comunità di Stati Indipendenti (CSI) e con l'Organizzazione del Trattato di Sicurezza Collettiva (OTCS),

**PROPONE CHE IL CONSIGLIO INVITI GLI STATI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA OCCIDENTALE, QUALI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A:**

1. rispondere in maniera più positiva all'iniziativa del Presidente russo di rivedere l'architettura di sicurezza esistente e invitare la Russia a presentare altresì le sue proposte all'UE e alla NATO, al fine di individuare nuove forme di cooperazione che portino ad una maggiore partecipa-

zione della Russia al dialogo sulla sicurezza all'interno dell'UE e della NATO;

2. Utilizzare il Processo di Corfù non soltanto per individuare:

- Incongruenze,
- inefficienze,
- l'attuazione selettiva e
- l'interpretazione soggettiva

degli impegni e dei meccanismi esistenti, ma anche al fine di individuare aree nelle quali occorra adattare e riformare le risposte dell'OSCE, quali ad esempio

- il terrorismo,
- il fondamentalismo,
- i conflitti ai confini dell'area OSCE,

- la criminalità organizzata,
- l'immigrazione clandestina,
- i traffici di esseri umani,
- il traffico di droga,
- l'approvvigionamento energetico,
- il crimine informatico e
- i cambiamenti climatici;

3. considerare prioritaria la risoluzione dei conflitti congelati;

4. sviluppare un nuovo sistema di controllo degli armamenti per l'Europa, che tenga conto dei cambiamenti avvenuti

dalla firma dell'accordo del 1999 sull'adattamento del Trattato CFE e degli Impegni di Istanbul;

5. rafforzare la cooperazione pratica sull'Afghanistan con la Russia, con particolare riferimento all'addestramento e all'equipaggiamento delle forze di polizia e al transito di risorse civili e militari, prendendo in considerazione l'eventualità di coinvolgere la CSI e l'OTCS in tale cooperazione;

6. sviluppare un nuovo concetto di cooperazione con la Russia nell'ambito delle operazioni PESD di gestione delle crisi civili e militari;

7. avviare una valutazione congiunta da parte dell'UE e della Russia delle nuove ed emergenti minacce per la sicurezza euroatlantica;

8. incoraggiare la NATO ad invitare la Russia a contribuire con le sue opinioni al nuovo Concetto Strategico dell'Alleanza;

9. invitare la CSI e l'OTCS a presentare proposte di cooperazione con l'UE e ad incoraggiare la NATO a fare altrettanto;

10. sostenere il dialogo interparlamentare sull'architettura di sicurezza euroatlantica;

11. accrescere l'impegno a informare l'opinione pubblica sulle sfide per la sicurezza nell'area euroatlantica, gettando in tal modo le basi per accrescere il sostegno pubblico alla gestione della crisi.